

BULLETIN D'INFORMATION

LE PLUS GRAND RÉSEAU CRIMINEL POUR L'IMMIGRATION ILLÉGALE DANS LA RÉGION OCCIDENTALE A ÉTÉ ARRÊTÉ

Les enquêtes menées par le parquet public du gouvernorat de Gharbia ont révélé le plus grand réseau d'immigration illégale, composé de 24 suspects, originaires du gouvernorat de Gharbia et s'étendant à d'autres gouvernorats. Les investigations ont confirmé la présence des membres de ce réseau dans les villes de Siwa, Qutur, Al-Mahalla Al-Kubra, Samannoud et Tanta, gérés par un individu du village de Katama dans le gouvernorat de Gharbia.

Les enquêtes de la Direction administrative de Siwa dans l'affaire n° 122 de 2024 ont indiqué que derrière l'incident se trouvait un groupe criminel organisé spécialisé dans le trafic de migrants illégaux vers l'Italie depuis les côtes de la Libye de manière illégale. Ils utilisaient des bateaux de pêche non préparés et non sécurisés pour transporter des passagers au-delà de leur capacité, mettant en danger la vie des victimes avec des risques de perte, de mort et de noyade. Ils ont exploité la pauvreté et le besoin de travail et d'argent sans considération pour la dignité humaine, causant de graves dommages à la réputation du pays à l'étranger, en échange de sommes d'argent importantes s'élevant à 168 000 livres égyptiennes.

Les enquêtes ont également révélé que ce groupe utilisait le gouvernorat de Gharbia et certains autres gouvernorats comme étape pour leurs activités criminelles, en employant diverses méthodes de trafic, y compris l'envoi de leurs victimes en Libye par des moyens légaux tels que des visas de travail ou en les faisant passer par des routes désertiques et des routes de montagne adjacentes aux frontières occidentales du pays, puis en les stockant en Libye et en commençant à les faire passer par la mer depuis ses côtes, en utilisant des bateaux de pêche non préparés pour transporter des passagers, mettant leur vie en danger.

Il a également été noté que les membres de ce groupe criminel opèrent selon un système de cellules regroupées, chaque groupe agissant selon des missions spécifiques du chef du groupe, soit collectivement soit individuellement, avec une connaissance totale de la nature du crime et de leur participation, assistance et soutien mutuels. Certains d'entre eux utilisent des alias pour éviter la détection, et ils se livrent à cette activité pécheresse depuis près des deux dernières années et continuent de le faire.



LA MAURITANIE REÇOIT UN SOUTIEN DE 522 MILLIONS D'EUROS POUR LUTTER CONTRE LA MIGRATION ILLÉGALE. L'UNION EUROPÉENNE SOUTIEN LA MAURITANIE AVEC 210 MILLIONS D'EUROS. L'ESPAGNE FOURNIT 200 MILLIONS D'EUROS SUR 5 ANS POUR DÉVELOPPER DES PROJETS D'HYDROGÈNE VERT

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, ont rencontré le président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, pour discuter du contrôle des frontières et du développement économique.

Les discussions se sont conclues par l'annonce par l'Union européenne de son intention de fournir un soutien financier à la Mauritanie pour l'aider à relever les défis dans les domaines de la gestion des migrations, des déplacements forcés, ainsi que de la sécurité et du développement. Les deux parties ont affirmé que l'agence frontalière de l'Union européenne, Frontex, jouerait un rôle.

Il a été annoncé que une aide d'un montant total de 522 millions d'euros serait fournie à la Mauritanie pour renforcer son développement économique et lutter contre la migration illégale. L'Union européenne s'est engagée à fournir 210 millions d'euros pour aider la Mauritanie à éradiquer les trafiquants d'êtres humains et dissuader les bateaux de migrants, ainsi qu'à fournir une assistance humanitaire aux réfugiés, développer des entreprises et l'emploi, renforcer les compétences, et doubler le soutien de l'Union européenne à la sécurité mauritanienne pour atteindre 40 millions d'euros au cours de l'année en cours.

Pendant ce temps, Sánchez de l'Espagne a annoncé un soutien financier de 200 millions d'euros de l'Espagne au cours des cinq prochaines années pour faciliter le développement de projets d'hydrogène vert en collaboration avec des entreprises espagnoles.

Ces discussions européennes avec la Mauritanie interviennent alors que le nombre de migrants irréguliers augmente, la question de la migration dominant les discussions dans les prochaines élections au Parlement européen prévues pour juin, au milieu d'un discours anti-migration croissant en Europe.

L'Espagne a enregistré une augmentation de 300 % du nombre de migrants irréguliers arrivant par la mer, la plupart d'entre eux arrivant via les îles Canaries, dont 83 % arrivent via des bateaux pneumatiques lancés depuis la Mauritanie, à travers lesquels les citoyens du Mali passent.

Les Européens considèrent la Mauritanie comme jouant un rôle dans la promotion de la sécurité et de la stabilité dans la région de l'Afrique de l'Ouest, et bloquant le passage des migrants irréguliers originaires des pays sahéliens et désertiques qui cherchent à atteindre les pays de l'Union européenne, à commencer par l'Espagne. Ils visent à autonomiser la Mauritanie avec des incitations intéressantes pour ses efforts à cet égard.

Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a déclaré que le flux de migrants africains vers la Mauritanie ne s'arrête pas, mettant ainsi une pression sur les ressources et les populations locales, et appelant à un soutien international à la hauteur des défis découlant de cette situation en termes de prise en charge des réfugiés et d'assistance aux communautés d'accueil.

Von der Leyen a annoncé une augmentation du soutien aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil pour répondre aux aspirations de la Mauritanie, et le Premier ministre espagnol a annoncé son intention de doubler l'aide humanitaire aux réfugiés en 2024.

Les discussions se sont terminées avec les trois dirigeants exprimant leur préoccupation concernant l'augmentation de la migration irrégulière vers l'Europe, et les souffrances, violations et pertes de vie qui en résultent. Ils ont promis de renforcer leur coopération pour démanteler les réseaux de trafic d'êtres humains et lutter contre la migration irrégulière tout en garantissant la protection et le respect des droits fondamentaux des migrants et des demandeurs d'asile.

Il convient de mentionner que l'Espagne a annoncé l'arrivée de 7 250 migrants irréguliers en janvier dernier, arrivés aux îles Canaries à travers l'océan Atlantique, au milieu d'une augmentation des départs de la Mauritanie, ainsi que des vols pour les migrants en provenance de Mauritanie, du Maroc, du Mali et du Kenya sous prétexte de se rendre dans des pays d'Amérique latine, qui ne nécessitent pas de visa. Cependant, une fois arrivés à l'aéroport de Madrid, ils abandonnent leurs papiers et demandent l'asile, prétendant être en danger dans leur pays d'origine.



LA TUNISIE RECHERCHE 17 MIGRANTS DISPARUS LORS DE LEUR "VOYAGE ILLÉGAL"



La Garde nationale tunisienne a annoncé la disparition d'un bateau engagé dans la migration illégale lors de son voyage vers l'Italie. Le bateau, qui est parti de la côte du Cap Angela dans l'État septentrional de Bizerte, transportait 17 migrants irréguliers tunisiens. Le voyage a commencé le soir du 5 février dans une tentative de traverser la mer Méditerranée et d'atteindre la côte italienne, mais le bateau a disparu. Les familles des migrants ont déposé un rapport auprès de la Garde nationale indiquant la perte de contact avec leurs enfants après leur entrée dans les eaux italiennes. Les autorités ont annoncé des efforts pour communiquer avec le côté italien afin de rechercher les personnes disparues. La Tunisie est considérée comme l'un des principaux points de départ des migrants irréguliers vers l'Europe.

L'Organisation internationale pour les migrations annonce la perte de 73 migrants depuis le début de l'année, et le sauvetage de 1004 autres au large de la côte libyenne



L'Organisation internationale pour les migrations a annoncé le sauvetage de 442 migrants au large de la côte libyenne la semaine dernière. L'organisation a déclaré qu'entre le 4 et le 10 février, 442 migrants ont été interceptés et renvoyés en Libye, dont 68 femmes et 25 enfants. Elle a noté que 1004 migrants irréguliers ont été sauvés depuis le début de l'année en cours, en 2024, tandis que 16 personnes sont décédées et que 73 autres sont désormais classées comme disparues au large de la côte libyenne. En 2023, le nombre total de migrants sauvés et renvoyés a atteint 17 190 individus.

YÉMEN : ARRIVÉE DE 1700 MIGRANTS SOMALIENS ET DJIBOUTIENS AU COURS DU MOIS DE JANVIER

L'Organisation internationale pour les migrations des Nations unies a déclaré que 1700 migrants africains sont entrés au Yémen et plus de 5000 expatriés sont retournés au cours du mois de janvier. L'organisation a expliqué dans son rapport mensuel que la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations au Yémen a enregistré l'entrée de 1737 migrants au Yémen en janvier, contre 1679 migrants en décembre 2023. L'organisation a mentionné que 76% de tous les mouvements enregistrés en janvier ont été exclusivement enregistrés dans le gouvernorat de Shabwah, notant que 89% des arrivées provenaient de Somalie, contre 11% de Djibouti. La matrice de déplacement au Yémen a également noté le départ de 282 migrants pour un voyage de retour du Yémen vers leur pays d'origine en janvier, dans un voyage dangereux, comparé à la déportation de 5 migrants somaliens d'Oman vers le Yémen. L'organisation a également observé une diminution du nombre de rapatriements yéménites en provenance d'Arabie saoudite en janvier, avec 5148 Yéménites rentrant chez eux contre 5092 Yéménites en décembre. Le Yémen continue de recevoir des milliers de migrants, en particulier en provenance d'Éthiopie et de Somalie, beaucoup visant à transiter par le Yémen vers les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, pour améliorer leurs conditions de vie.



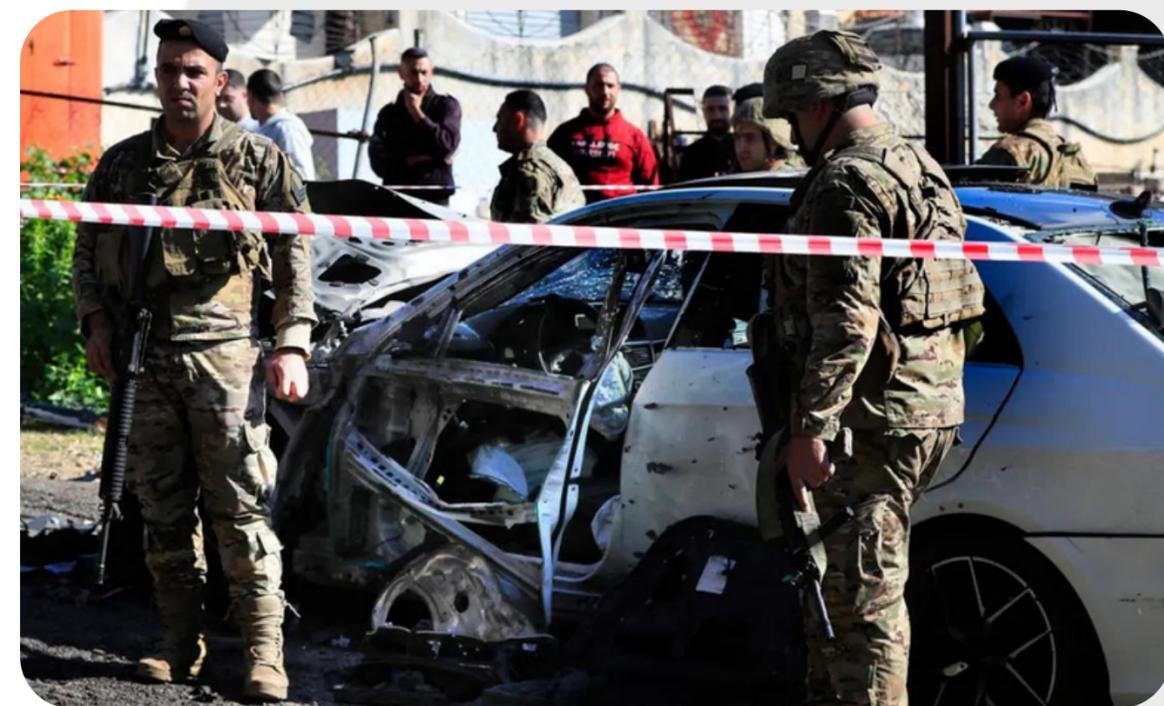
ARRESTATION D'UN GANG POUR ENLÈVEMENT DE MIGRANTS EN LIBYE : LE DÉPARTEMENT D'ENQUÊTE CRIMINELLE ANNONCE LA LIBÉRATION DE 79 MIGRANTS ILLÉGAUX, DONT 14 FEMMES

Le Département d'enquête criminelle en Libye a annoncé l'arrestation d'un gang criminel composé d'hommes et de femmes impliqués dans l'enlèvement de migrants illégaux et les détenant dans des cellules pour exiger une rançon de leurs familles. Le Département d'enquête criminelle a déclaré que, lors d'une opération de sécurité qualitative, ils ont réussi à libérer 79 migrants illégaux, dont 14 femmes, qui étaient détenus pendant des périodes variables à l'intérieur de cellules établies par le gang pour mener leurs activités criminelles. Le département a expliqué que l'opération est intervenue après que des enquêtes ont révélé l'existence d'un gang criminel engagé dans le leurre de migrants africains dans la ville de Sabha en les trompant avec des promesses de travail, puis en les détenant à l'intérieur de cellules et en contactant leurs familles pour exiger une rançon. Le département a indiqué l'emplacement du quartier général du gang criminel, situé dans le quartier "Abdul Kafi" dans la ville de Sabha, où ils ont pu appréhender le gang composé de deux hommes et de deux femmes, en plus de libérer les détenus.

1509 MIGRANTS IRRÉGULIERS ONT TRAVERSÉ LA MANCHE EN 45 JOURS



Le ministère britannique de l'Intérieur a déclaré que 1506 migrants irréguliers ont traversé la Manche depuis le début de l'année 2024, dont 124 migrants arrivés samedi dernier à bord de 3 petites embarcations. Le ministère de l'Intérieur a signalé une baisse du nombre de migrants irréguliers au cours de cette période par rapport à 2023, qui a vu l'arrivée de 2072 migrants, contre 1339 migrants en 2022 pendant la même période. Le ministère de l'Intérieur a mentionné que le 17 janvier a connu le plus grand nombre d'arrivées de migrants irréguliers en Grande-Bretagne, avec 358 arrivées, tandis que les forces ont réussi à intercepter 171 migrants au cours de la semaine dernière. Le Premier ministre Rishi Sunak a fait de "stopper les bateaux" une promesse clé de son leadership alors que le pays se dirige vers des élections générales attendues plus tard cette année.



Une commission parlementaire réitère son rejet du plan du gouvernement britannique d'envoyer des migrants au Rwanda

La commission des droits de l'homme du Parlement britannique a réitéré son rejet du projet du gouvernement concernant l'envoi de migrants au Rwanda.

La commission a averti que le dernier projet de loi du gouvernement visant à relancer son plan d'envoyer des migrants au Rwanda "ne correspond pas" aux engagements du pays dans le domaine des droits de l'homme. Le projet de loi a été critiqué par l'opposition et divers organismes internationaux, dont le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Le gouvernement avait introduit son projet dans le but de réduire la "migration irrégulière" vers la Grande-Bretagne en expulsant les migrants vers un pays tiers, à savoir le Rwanda. Cependant, la Cour suprême a rendu un arrêt affirmant que l'expulsion des demandeurs d'asile vers Kigali est illégale au regard du droit international.

La commission commune des droits de l'homme du Parlement a exprimé ses préoccupations concernant plusieurs aspects du plan dans un nouveau rapport. La loi proposée ne respecte pas la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention de 1951 des Nations unies relative au statut des réfugiés et le droit interne des droits de l'homme.

La commission a averti que l'adoption de la loi au niveau international présente un risque de "nuire" à la réputation de la Grande-Bretagne en matière de protection des droits et "d'encourager d'autres pays moins respectueux des normes juridiques internationales". Le rapport a également critiqué le fait de permettre aux ministres, plutôt qu'aux juges, de déterminer si un pays comme le Rwanda est sûr ou non.

Le rejet de la commission, composée de 12 membres, intervient après que la Chambre des communes l'ait approuvé le mois dernier. Il devrait être discuté par la Chambre des lords, qui comprend des juges seniors, lundi prochain.



LE NAVIRE "OCEAN VIKING" A SECOURU 110 MIGRANTS AU LARGE DES CÔTES DE LA LIBYE

La commission des droits de l'homme du Parlement britannique a réitéré son rejet du projet du gouvernement concernant l'envoi de migrants au Rwanda.

La commission a averti que le dernier projet de loi du gouvernement visant à relancer son plan d'envoyer des migrants au Rwanda "ne correspond pas" aux engagements du pays dans le domaine des droits de l'homme. Le projet de loi a été critiqué par l'opposition et divers organismes internationaux, dont le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Le gouvernement avait introduit son projet dans le but de réduire la "migration irrégulière" vers la Grande-Bretagne en expulsant les migrants vers un pays tiers, à savoir le Rwanda. Cependant, la Cour suprême a rendu un arrêt affirmant que l'expulsion des demandeurs d'asile vers Kigali est illégale au regard du droit international.

La commission commune des droits de l'homme du Parlement a exprimé ses préoccupations concernant plusieurs aspects du plan dans un nouveau rapport. La loi proposée ne respecte pas la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention de 1951 des Nations unies relative au statut des réfugiés et le droit interne des droits de l'homme.

La commission a averti que l'adoption de la loi au niveau international présente un risque de "nuire" à la réputation de la Grande-Bretagne en matière de protection des droits et "d'encourager d'autres pays moins respectueux des normes juridiques internationales". Le rapport a également critiqué le fait de permettre aux ministres, plutôt qu'aux juges, de déterminer si un pays comme le Rwanda est sûr ou non.

Le rejet de la commission, composée de 12 membres, intervient après que la Chambre des communes l'ait approuvé le mois dernier. Il devrait être discuté par la Chambre des lords, qui comprend des juges seniors, lundi prochain.



MANIFESTATION DES MIGRANTS DÉTENUS DANS LES ABRIS ITALIENS LES MILITANTS : LES CENTRES SOUFFRENT DE PÉNURIES ALIMENTAIRES, D'INFESTATION PAR LES PUNAISES DE LIT ET DE LA CONTRACTION DE LA GALE PAR LES DÉTENUS. TRAVAILLEUR DU CENTRE : IL N'Y A PAS DE SAVON... ET LES DÉTENUS N'ONT PAS "PRIS DE DOUCHE" TOUT L'ÉTÉ

Des migrants détenus ont organisé une protestation dans un centre de rétention pour immigrants à Milan, dans le nord de l'Italie, en raison de la pénurie de nourriture et de soins médicaux qui leur sont fournis. Deux migrants se tenaient sous la pluie, à moitié nus dans le froid de l'hiver, alors que les gouttes de pluie tombaient dans la cour du centre de rapatriement pour exprimer leur souffrance due à la pénurie de nourriture et de soins médicaux qui leur sont fournis.

Les militants ont confirmé que deux migrants du centre ont été transférés à l'infirmerie : l'un avec une fracture nette de la jambe et l'autre, un mineur, dans un état critique. Les manifestations qui ont eu lieu les 10 et 11 février ont été filmées et publiées par l'association "No ai Cpr", qui s'oppose à l'établissement de centres permanents de rapatriement.

Les militants ont présenté une note d'objection, indiquant que "certains détenus immigrants ont été déshabillés sous la pluie et laissés là pendant plusieurs heures sans que personne ne les écoute, y compris les agents et le personnel".

L'association a cité des plaintes de près de 50 personnes concernant les conditions de détention, ajoutant que beaucoup d'entre elles avaient des taches partout sur leur corps, se demandant s'il s'agissait de gale, de punaises de lit ou d'empoisonnement. Ils ont déclaré que ces personnes ne reçoivent un traitement que si elles ont la chance d'atteindre l'hôpital, ajoutant que les seuls médicaments dont elles ne sont pas privées sont des analgésiques.

Un travailleur de la santé a expliqué qu'en été, le savon n'était parfois pas fourni, et donc, "en réalité, le bain n'avait pas lieu". Les militants ont écrit que, "en plus de souffrir de la faim littérale car les immigrants affirment que la nourriture n'est pas apte à la consommation, et que l'alternative est d'acheter des biscuits, les familles ne sont pas autorisées à apporter de la nourriture cuisinée de l'extérieur, seulement emballée."

Des sources du siège de la police italienne ont déclaré que l'intervention ultérieure des policiers anti-émeute était nécessaire car les immigrants qui protestaient à l'extérieur du centre pour immigrants à Milan étaient sur le point d'inciter à une petite rébellion à l'intérieur. Cela a été documenté par la direction de la police à travers des vidéos qui seront envoyées au bureau du procureur.

Il convient de mentionner que les centres de détention pour rapatriement, conçus pour la déportation des immigrants, ont été établis en 1998, où les citoyens étrangers sont détenus en attendant l'exécution des ordres de déportation des territoires italiens. La déportation peut survenir en raison du manque d'un permis de séjour valide ou en fonction d'une décision de l'autorité judiciaire.

Bien que conçues comme des installations de résidence temporaires, la période de détention est souvent très longue, car l'application des décrets de déportation est extrêmement compliquée, en raison du manque d'accords bilatéraux entre l'Italie et de nombreux pays vers lesquels les détenus doivent retourner.



CHYPRE APPELLE À LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS SOURCES DE MIGRATION ET CONSIDÈRE LA SYRIE COMME UNE ZONE SÛRE



Chypre a déclaré que l'Union européenne doit adopter une approche globale et reconsidérer l'interdiction imposée des opérations de déportation vers la Syrie pour faire face à la migration illégale, affirmant que les dépenses en matière de migration illégale ne l'arrêteront pas. Chypre souffre d'une augmentation de l'afflux de migrants illégaux ces dernières années, que ce soit par la mer en provenance des voisins syriens et libanais ou à travers une brèche désormais fermée dans la ligne de cessez-le-feu séparant les deux moitiés de l'île. Le président chypriote, Nicos Anastasiades, a déclaré : "Si nous voulons vraiment traiter la question de la migration, ce n'est pas par l'argent ou par des mesures pour traiter le phénomène lui-même", appelant à la coopération avec les pays d'origine des migrants. Chypre se trouve à environ 185 kilomètres à l'ouest du Liban et de la Syrie et a enregistré une augmentation de plus de quatre fois du nombre d'arrivées en provenance de ces deux pays l'année dernière. Chypre demande que l'Union européenne déclare la Syrie comme une zone sûre, ce qui permettrait aux autorités de déporter les arrivées en provenance de ce pays.

LA MORT DE 13 MIGRANTS TUNISIENS ET LA DISPARITION DE 27 AUTRES AU LARGE DES CÔTES TUNISIENNES

Un porte-parole judiciaire tunisien a rapporté que 13 migrants soudanais ont péri tandis que la recherche se poursuit pour 27 autres ce jeudi, après avoir été noyés au large de la côte est de la Tunisie lorsque leur bateau a chaviré.

Le porte-parole du tribunal de Monastir, Farid Ben Jha, a déclaré que 42 migrants étaient partis des côtes de la région de Jebniana dans le gouvernorat de Sfax, dans l'est de la Tunisie. Cependant, le bateau était en détresse et seuls deux migrants ont été secourus, le nombre de migrants disparus passant de 17 à 27.

La Tunisie, avec la Libye, sert de point de départ principal pour des milliers de migrants cherchant à atteindre l'Europe. La Garde nationale tunisienne avait intercepté 69 963 migrants jusqu'en novembre 2023, contre 31 297 au cours de la même période en 2022.

L'Organisation internationale pour les migrations a estimé le nombre de décès en 2023 à plus de 2 270 individus en mer Méditerranée en tentant d'atteindre illégalement les côtes européennes, ce qui représente une augmentation de 60% par rapport à l'année précédente.

Il convient de noter que plus de 25 millions de Soudanais ont été affectés par la guerre en cours entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide depuis 10 mois, ce qui a entraîné le déplacement d'environ 10 millions de personnes, dont 1,5 million ont franchi les frontières vers les pays voisins.

La guerre actuelle au Soudan a provoqué l'une des pires crises de déplacement au monde, les réfugiés soudanais constituant environ 12% de la population déplacée totale dans le monde.

